

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/L/366
30 octobre 2000

(00-4521)

Original: anglais

VINGT ET UNIÈME RÉUNION MINISTÉRIELLE DU GROUPE DE CAIRNS Banff, Canada 10-12 octobre 2000

Communication de l'Australie

La Mission permanente de l'Australie a fait parvenir au Secrétariat le communiqué ci-après émanant de la vingt et unième réunion ministérielle du Groupe de Cairns qui s'est tenue au Canada, en lui demandant de le distribuer aux Membres.

COMMUNIQUÉ DU GROUPE DE CAIRNS

1. Les ministres ayant participé à la 21^{ème} réunion du Groupe de Cairns ont dit continuer à être profondément inquiets de la situation critique dans laquelle se trouvaient leurs secteurs agricole et agroalimentaire. "Les personnes qui vivent des industries rurales, dans nos pays, sont mises à rude épreuve. Les marchés agricole et agroalimentaire mondiaux sont encore largement faussés par les subventions à l'exportation, un soutien interne considérable et d'importantes limitations de l'accès aux marchés, à savoir les droits de douane, les mesures sanitaires et phytosanitaires et d'autres mesures non tarifaires."
2. En dépit des résultats importants du Cycle d'Uruguay, l'ensemble du soutien et de la protection dont bénéficient les agriculteurs des pays développés excède aujourd'hui les 360 milliards de dollars EU – c'est-à-dire qu'on retrouve les taux critiques du milieu de la décennie 80.
3. Compte tenu des distorsions croissantes affectant les marchés agricoles mondiaux, les ministres ont dit qu'ils se félicitaient de la mise en route des négociations de l'OMC sur l'agriculture. "Mais il ne suffit pas d'ouvrir les négociations. Il faut que l'OMC fasse diligence pour les mener à leur terme." Les ministres sont convenus qu'il fallait accorder la priorité absolue à l'agriculture dans les négociations prescrites qui se déroulaient à l'OMC.
4. "Une réforme fondamentale des marchés agricole et agroalimentaire mondiaux est nécessaire pour garantir une amélioration soutenue du bien-être de la population mondiale. Il s'agit d'une responsabilité à la fois politique et morale." Les ministres ont affirmé que l'un des rôles principaux du Groupe de Cairns était par conséquent de faire avancer les négociations.
5. Les ministres ont déclaré que les négociations sur l'agriculture devaient permettre de faire disparaître la discrimination criante dont l'agriculture et le secteur agroalimentaire étaient victimes à l'OMC. "Le moment est venu de concrétiser l'objectif défini à l'issue du Cycle d'Uruguay, à savoir remédier aux restrictions et aux distorsions et à les prévenir." Les ministres ont affirmé leur

engagement d'instaurer pour le secteur agricole un système commercial équitable et axé sur le marché. "C'est important pour le Groupe de Cairns et pour les Membres de l'OMC dans leur ensemble."

6. Les ministres ont fait remarquer que les propositions du Groupe de Cairns pour les négociations, dont la base est la *Déclaration sur une vision d'avenir du Groupe de Cairns*, portaient jusque-là sur l'élimination des subventions à l'exportation et sur des réductions majeures des subventions internes ayant des effets de distorsion sur le commerce, qui devraient, à terme, se traduire par leur élimination. Une proposition relative à l'accès aux marchés est en préparation pour novembre 2000. Les ministres ont encouragé d'autres Membres de l'OMC qui ne l'avaient pas encore fait à communiquer des propositions de réforme le plus rapidement possible et à commencer à se préparer pour la deuxième phase des négociations qui débutera en mars 2001. Les ministres ont examiné les diverses propositions qui avaient été présentées à Genève et ont donné pour instruction aux représentants de leurs pays d'élaborer des recommandations pour aller plus avant.

7. Les Ministres du Groupe de Cairns ont été généralement d'avis qu'il était essentiel pour l'avenir du système commercial multilatéral de procéder rapidement à une véritable réforme. En outre, cela réduirait les risques de différends commerciaux et épargnerait des tensions inutiles à l'OMC. Les ministres ont signalé que si les négociations n'avançaient pas, des pressions s'exerceraient inévitablement pour que d'autres options soient examinées afin d'assurer un traitement raisonnable de l'agriculture à l'OMC après 2003, une fois que la clause de paix aurait expiré.

8. Les ministres ont affirmé que les politiques qui étaient préjudiciables à d'autres pays ne pouvaient être justifiées sous le prétexte qu'elles répondaient à des considérations autres que d'ordre commercial. La question qui doit être traitée lors des négociations sur l'agriculture ne concerne pas la légitimité de certains objectifs politiques mais les instruments qui sont utilisés pour les atteindre – ces instruments ne doivent pas avoir d'effets de distorsion sur le commerce.

9. Les ministres ont salué le rôle important que jouaient les pays en développement dans les négociations de l'OMC sur l'agriculture, et se sont félicités que la nécessité absolue de procéder à une réforme de l'agriculture pour éradiquer la pauvreté soit de plus en plus reconnue. Rien n'est plus important pour les pays lourdement tributaires de leur agriculture que la mise en place de marchés internationaux de l'agroalimentaire et des fibres ouverts, plus équitables et plus axés sur le marché. Si l'assistance au développement doit rester un élément essentiel de l'aide apportée aux pays en développement pour qu'ils exploitent leur potentiel, les Ministres du Groupe de Cairns ont souligné toutefois que l'aide ne devait pas remplacer le commerce. La clé du développement se trouve dans un meilleur accès aux marchés et dans la réforme de l'agriculture que l'on attend des pays développés.

10. Les ministres ont dit que, outre le fait qu'elles devaient permettre un meilleur accès aux marchés et faire disparaître la concurrence déloyale découlant du subventionnement sur les marchés intérieurs et les marchés à l'exportation, les négociations sur l'agriculture devaient conduire à des dispositions concrètes et opérationnelles pour l'octroi d'un traitement spécial et différencié aux pays en développement. "La réforme et le traitement spécial et différencié sont essentiels pour garantir aux pays en développement les moyens nécessaires pour atteindre les objectifs cruciaux de développement rural et de sécurité alimentaire." Les ministres ont également réaffirmé qu'il importait de veiller à ce que la Décision de Marrakech en faveur des pays les moins avancés et des pays importateurs nets de produits alimentaires soit mieux respectée.

11. Les ministres ont salué la participation à la réunion de Banff de leurs collègues, M. Franz Fischler (Commissaire de l'UE à l'agriculture), et M. Youssef Boutros-Ghali (Ministre égyptien de l'économie et du commerce extérieur). La présence de ces éminentes personnalités de rang ministériel invitées par le Groupe de Cairns montrait bien à quel point il importait pour l'ensemble des Membres de l'OMC que les négociations sur l'agriculture aboutissent.

12. Les ministres ont accueilli chaleureusement une déclaration des chefs de file du secteur agricole dans le cadre du Groupe de Cairns, également réunis à Banff, qui soulignait l'importance que le secteur attachait à une réforme rapide et significative du commerce agricole.

13. Les ministres ont exprimé leur gratitude au gouvernement canadien pour avoir accueilli la 21^{ème} réunion du Groupe de Cairns à Banff, du 10 au 12 octobre 2000, ainsi qu'aux habitants de Banff pour leur accueil chaleureux et leur hospitalité. La réunion ministérielle de 2001 du Groupe de Cairns aura lieu en Uruguay.
